

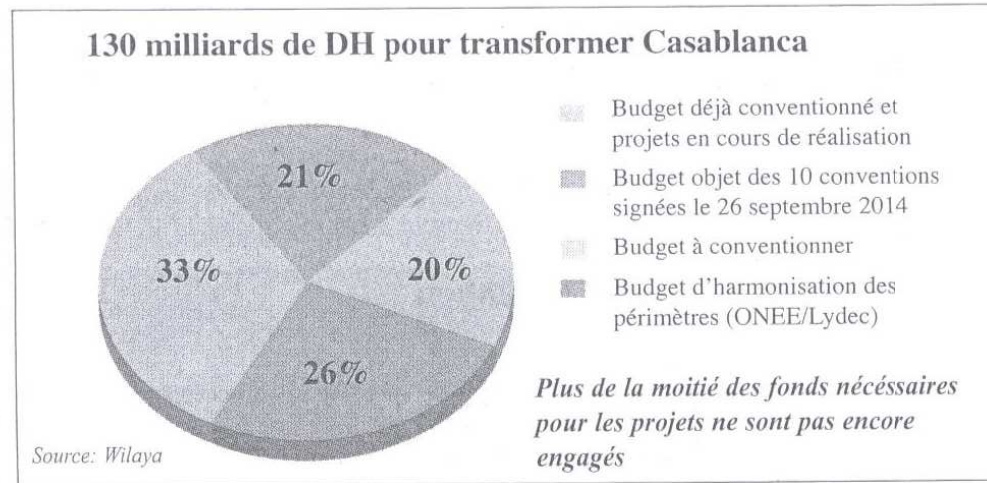
Les projets structurants de Casablanca

200 chantiers identifiés par le think tank

● Sindibad, Grand théâtre, pont à haubans... déjà dans le pipe

● Il reste encore à trouver près de 43 milliards de DH

150 séances de travail, 100 réunions, 600 participants... Ces chiffres représentent une année de travail des 8 groupes qui composent le think tank Casablanca. Lancé au lendemain du discours royal qui a mis le doigt sur les dysfonctionnements de la gouvernance à Casablanca, ce think tank avait pour mission d'établir un diagnostic pour déterminer les origines des irrégularités. «En l'espace d'un an, nous avons pu avoir une vision claire pour les 6 années à venir», se félicite Khalid Safir, wali du Grand Casablanca, qui a été à l'origine de la création de ces groupes, lors d'une rencontre de restitution des travaux du think tank vendredi 16 janvier. Un portefeuille de 200 projets/actions a été identifié nécessitant un investissement global de 130 milliards de DH. «Sur ce



montant, plus de 25,5 milliards sont déjà engagés pour des projets phares dont le Grand théâtre, le parc Sindibad, le pont à haubans de Sidi Maârouf, le projet de dépollution du littoral ou encore le super-collecteur», précise Safir. Le plan de développement 2015-2020 est doté d'une enveloppe de 33,6 milliards de DH. Plus de 28 milliards de DH seront engagés pour les infrastructures de distribution d'eau/électricité/assainissement dans le cadre de la convention d'harmonisation des territoires liant l'ONEE à Lydec. Le reste des projets,

d'une valeur de 42,9 milliards de DH, est en quête de financement dans le cadre de PPP. Sans compter les 2,8 milliards de DH débloqués dans le cadre du plan d'actions prioritaires en cours d'exécution.

Ce laboratoire d'idées, autour de 8 thématiques de réflexion, a enregistré la participation d'acteurs économiques, universitaires, intellectuels, partis politiques, société civile... Chaque groupe est allé piocher dans les expériences internationales en effectuant des benchmarks avec des métropoles comme Barcelone, Ins-

tambul... Objectif: réfléchir sur des éventuelles pistes pour concevoir une stratégie de développement intégrée pour le Grand Casablanca et articuler des propositions/recommandations. Mais ce n'est pas tout. Tout le challenge consiste à définir de grands projets structurants programmés, planifiés ou à programmer au niveau de la région du Grand Casablanca. Il fallait aussi proposer des modes de financement et élaborer le cadre conventionnel y afférent. «Mission accomplie, puisque ces travaux ont débouché sur le plan de développement, qui sera implémenté dès cette année», annonce le wali. Les travaux du think tank se sont articulés autour de 4 pôles stratégiques: réconcilier la ville avec ses habitants (cadre de vie), optimiser la mobilité (plateforme), incarner l'excellence économique (compétitivité) et développer une offre de divertissement différenciée (animation). □

Aziza EL AFFAS



Les projets structurants de Casablanca

Un Observatoire pour le pilotage des chantiers

• **Sa mission: proposer des idées et assurer suivi et veille**

• **Une étude spécialisée pour définir son cadre juridique**

LE think tank ne meurt pas avec la fin de sa mission. Ce travail collégial sera pérenniser à travers une nouvelle institution. Il s'agit de l'Observatoire des études stratégiques du Grand Casablanca. Une instance qui sera formée d'acteurs du public et du privé, d'associations professionnelles et de la société civile. «Cette structure a pour mission de proposer des idées, d'assurer une veille et d'éclairer les choix des élus et des autorités de la ville», explique Mohamed Benamour, son tout nouveau président (cf. notre édition du lundi 19 janvier 2015). Il s'agit en effet d'une idée née au sein du groupe de travail «Casa, ville de prospérité éco-

nomique» que préside Benamour dans le cadre du think tank. Benamour est également président du Conseil du développement et de la solidarité (CDS) et président de KTI Voyages.

groupes de travail qui ont contribué dans le cadre du think tank élargi du Grand Casablanca.

Parmi les missions de l'Observatoire, figurent aussi la collecte et le traitement

manente dotée de ressources humaines adaptées pour le suivi quotidien et l'animation de l'Observatoire.

Des conventions de partenariat seront également établies entre l'Observatoire et différents pays et métropoles pour l'échange d'informations et d'expériences, l'animation de conférences et l'organisation de symposiums. «Une étude spécialisée permettra de choisir un cadre souple, évolutif et pérenne indépendant des changements électoraux», annonce Benamour.

L'étude, qui sera présentée en avril prochain, permettra de choisir et déterminer l'organisation, les missions, les objectifs, le financement ainsi que d'autres aspects juridiques, financiers et réglementaires. □

A. E.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Convention

L'INSTANCE sera dotée également d'un directoire qui veillera à la mise en œuvre et à l'opérationnalisation des actions prises par ce comité d'orientation stratégique. De même, une équipe permanente sera désignée pour l'animation et le suivi quotidien des différents travaux. L'Observatoire établira des partenariats avec les différents établissements et institutions: CGEM, CRI, CFC, AUC, GPBM, universités et écoles, ministères et administrations... □

«Notre groupe de travail avait proposé, sur la base d'une étude réalisée avec l'aide du cabinet Roland Berger et sur la base d'un benchmark, la mise en place de cette instance consultative», précise le nouveau président. Cette instance assurera la concrétisation de nombreuses idées et propositions émises par les différents

de données ainsi que la formulation de recommandations. Cet outil de pilotage comprendra un comité d'orientation stratégique pour permettre le suivi des travaux, la définition des actions à entreprendre, le budget et les moyens de les réaliser. Il dispose aussi d'une équipe per-

«L'Observatoire ne se substitue pas à la gouvernance institutionnelle»

- **L'Economiste: Comment est née l'idée de création de l'Observatoire?**

- **Mohamed Benamour:** L'idée de création de l'Observatoire remonte à mai 2004 par le Conseil de la région du grand Casablanca qui avait décidé la création d'un «observatoire des études stratégiques du Grand Casablanca», avec pour rôle de faire des études et enquêtes et proposer des solutions aux problèmes que rencontrent les élus au niveau, notamment, du transport de l'environnement, de l'aménagement du territoire... Ce projet n'avait pas été mis en œuvre sachant qu'entre-temps le Grand Casablanca s'est doté d'une feuille de route à l'horizon 2030.

- **Comment devra fonctionner cette nouvelle instance?**

- L'Observatoire est un espace de réflexion et d'étude qui répondra aux besoins et à la demande formulée par les autorités locales et les élus pour la réalisation d'études spécifiques sur des problématiques économiques, sociales et culturelles de la région. Il peut également initier lui-même, en tant qu'espace de réflexion, des recherches et des études sur des aspects qu'il jugera utiles d'approfondir dans le cadre de sa mission.

- **Quelle sera la valeur ajoutée de cette structure?**

- L'Observatoire sera l'instrument d'information, de réflexion et d'aide à la prise de décision, car une bonne décision passe nécessairement par une bonne information, et la collecte de celle-ci n'est pas chose aisée



Outre son nouveau poste à l'Observatoire, Mohamed Benamour est président du CDS et de KTI Voyages (Ph. L'Economiste)

dans un monde hyper dynamique. Il permettra de produire et partager les informations et les connaissances nécessaires pour la prise de décision et le suivi des différents secteurs à caractère économique, social et culturel.

- **De quel département relèvera l'Observatoire?**

- C'est une instance consultative indépendante, sous forme d'association à but non lucratif. Il sera composé d'un comité d'orientation stratégique et d'un comité exécutif, pour veiller à la mise en œuvre et assurer le suivi de l'opérationnalisation des actions et orientations prises. Cet espace de réflexion et de veille stratégique ne devrait en aucun cas se substituer à la gouvernance institutionnelle. □

Propos recueillis par Aziza EL AFFAS